

Les femmes invisibles **Deuxième et dernière partie**

Alex Noël

Numéro 318, hiver 2017

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/87568ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Noël, A. (2017). Les femmes invisibles : deuxième et dernière partie. *Liberté*, (318), 62–65.

Les femmes invisibles

Alex Noël nous présente la deuxième et dernière partie de son reportage sur des femmes oubliées de la mondialisation.

Le 4 mai 2001, au milieu de l'avant-midi, les couturières ont vu entrer dans l'usine des hommes qu'elles ne connaissaient pas, entourés de gardes du corps. Les contremaîtres ont été appelés dans le bureau du directeur et, pour la première fois, les ouvrières se sont retrouvées seules sur le plancher de l'usine. Il n'y avait plus personne pour les surveiller. Comme on ne cessait de leur répéter que l'usine allait bien et qu'elles avaient reçu la semaine précédente des machines à coudre flambant neuves, elles se sont imaginé qu'on venait leur annoncer que l'usine allait s'agrandir. Puis la ligne des gardes du corps s'est brisée et les contremaîtres sont sortis du bureau, les yeux rougis. Quand ils ont demandé aux filles d'abandonner leur poste, sans exception, et d'aller à la coupe où elles étaient convoquées, elles ont commencé à avoir un mauvais pressentiment. « On pensait qu'ils allaient nous annoncer qu'on était sur le chômage pour un petit bout, se souvient Isabelle, mais jamais ça. » Et même toutes massées à la coupe, alors qu'elles écoutaient ces hommes qu'elles n'avaient jamais vus leur dire quelque chose dans un anglais qu'elles ne comprenaient pas, aucune des six cent cinquante filles ne croyait que l'usine allait fermer. Encore le mois dernier, on leur avait répété que le sommet de Québec avait été profitable pour la compagnie. C'est seulement quand le directeur a commencé à traduire ce que les hommes avaient dit, quand il a prononcé les mots « fermeture » et « relocalisation » avec un trémolo dans la voix, que les couturières ont éclaté en larmes. Les gardes du corps leur ont demandé de reculer, de ne pas s'approcher des patrons, et les sanglots se sont répandus comme une vague

dans la foule des six cent cinquante filles. On leur a demandé de se taire; on avait encore des indications à leur transmettre. Il régnait dans l'usine un silence de mort, se souvient Manon, comme si c'était leur propre mort, leur fin, qu'on venait de leur annoncer.

« On est retournées à nos postes, raconte Isabelle, mais les filles pleuraient tellement que l'usine n'arrivait pas à fonctionner. Ils nous ont dit de rentrer et ils ont fermé l'usine pour la journée. »

« C'était pour qu'on parte avant que les journalistes arrivent, pense Denise, pour pas qu'ils nous voient pleurer à la télé et que ça ternisse l'image de la compagnie. »

« Moi, j'ai pas pleuré devant les autres, raconte Manon. Je suis bonne, pareil. Avec deux enfants. Mais c'est quand je suis arrivée à la maison que j'ai pleuré. Je m'étais toujours dit que si ça ne faisait pas là, ça ferait ailleurs. Mais là, j'avais presque 50 ans, j'avais quitté mon mari et plus personne ne voudrait m'engager à mon âge. »

○ ○ ○

Le lendemain, toutes les filles pensaient que l'usine allait être sauvée. Le bruit courait que le premier ministre Bernard Landry s'était déplacé à Trois-Rivières pour faire une annonce importante. Et elles ont cru, oui, que c'était elles qui étaient « importantes », que le gouvernement allait sauver l'usine, que l'annonce de la veille ne serait plus qu'un mauvais souvenir, une rumeur que les années se chargeraient de leur faire oublier.

Ce n'est que le soir venu, en écoutant le bulletin de nouvelles régionales, qu'elles ont appris que Bernard Landry n'était pas venu pour elles, mais pour les papetières. Les six cent cinquante couturières de la Fruit of the Loom

ont vu sur l'écran de leur téléviseur le premier ministre du Québec annoncer une subvention de 300 millions de dollars pour compléter la fusion des deux dernières papetières de la ville, la Wayagamac et la Kruger, afin de freiner les mises à pied et de sauver des emplois presque exclusivement occupés par des hommes. À l'époque, la moitié de cette somme aurait suffi à racheter la Fruit of the Loom, mais on trouvait sans doute plus urgent de sauver des emplois à 60 000 \$ par année que les leurs. Elles pensaient tout de même que Landry profiterait de sa présence à Trois-Rivières pour s'adresser à elles, pour leur jurer qu'il allait se battre pour garder l'usine ouverte et débloquer des fonds. C'est pourquoi les couturières de la Fruit of the Loom ont regardé jusqu'à la fin du reportage cet homme important, flanqué du ministre régional, qui n'a pas eu un mot pour elles. Lorsqu'un journaliste a mentionné la fermeture de la Fruit of the Loom, elles auraient entendu Landry répondre que c'était « un accident déplorable » et passer à un autre sujet. Le reportage terminé, elles sont quand même restées devant le téléviseur « au cas où ». Leurs assiettes étaient à peine entamées. Il leur restait un peu d'espoir, mais celui-ci s'amenuisait au fur et à mesure que défilaient les nouvelles, les sports, la météo, le générique. Ce soir-là, il me semble qu'elles faisaient partie, elles aussi, du générique. La plupart savaient déjà que l'usine ne serait pas sauvée, qu'elles seraient sacrifiées sur l'autel de l'ALENA, licenciées, « reclassées », oubliées.

Deux ans plus tard, à l'élection de 2003, elles voulaient que leur vote compte, que l'on se souvienne d'elles. Elles voulaient du changement. Elles n'ont pas voulu voter pour le Parti

québécois. Le ministre Guy Julien a été battu et le libéral André Gabias a été élu à sa place. Et ça n'a rien changé pour elles.

○ ○ ○

Un an avant la fermeture, Isabelle avait posé sa candidature pour un poste d'inspectrice et, comme elle avait 26 ans d'ancienneté, elle avait obtenu la promotion. Son salaire avait grimpé jusqu'à 12 \$ de l'heure. C'était encore loin des salaires à 60 000\$ par année des hommes qui travaillaient dans les papetières de la ville, ce salaire qui selon elle leur permettait de s'acheter des Harley Davidson et des motoneiges neuves tous les deux ans, mais Isabelle pensait qu'elle allait enfin atteindre le rythme de vie qu'elle désirait lorsqu'elle était entrée à l'usine à seize ans, que la pauvreté était derrière elle, qu'une nouvelle vie pouvait, enfin, commencer. Elle avait fait un emprunt à la caisse populaire pour s'acheter une Honda Civic rouge «toute neuve» et une petite maison jumelée. Elle avait payé la mise de fonds avec ses économies, l'argent qu'elle économisait depuis toutes ces années. Elle arriverait

à tout rembourser en faisant chaque soir un peu d'*overtime*. Le futur était à portée de main.

○ ○ ○

Isabelle sort de son sac à main une photo sur laquelle on la voit maquillée et vêtue d'une robe. On la dirait habillée pour un défilé de mode, sauf qu'elle est au milieu de l'usine. Derrière son poste, elle fixe l'objectif, souriante, entourée d'immenses piles de t-shirts, comme si elle pouvait à tout moment être engloutie par eux. Isabelle me dit que certaines filles n'ont pas pu se trouver d'emploi après la fermeture. «Elles n'étaient pas toutes présentables, me dit-elle. Quand je les voyais arriver, pas maquillées, avec une lulu et un coton ouaté sur lequel il y avait Bob l'éponge carrée, je me disais qu'elles pourraient quand même faire un effort, avoir plus de tenue.»

○ ○ ○

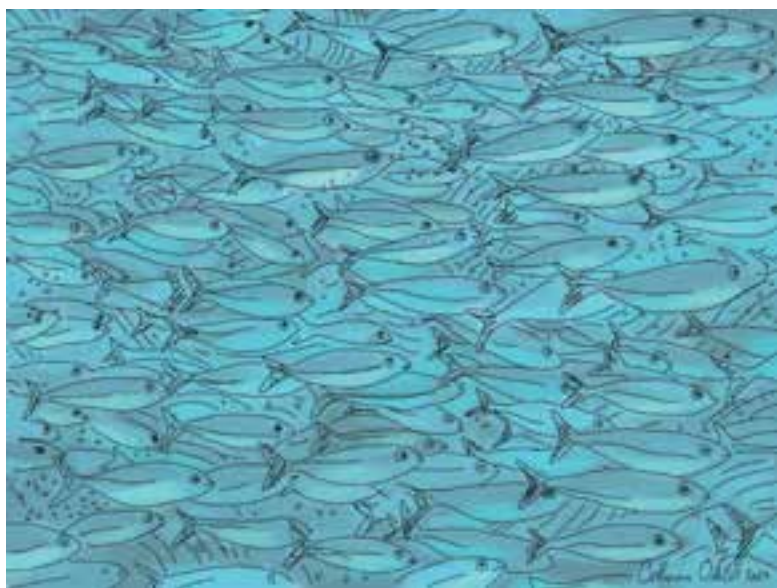
J'ai demandé à Isabelle d'apporter le trophée qu'on lui avait remis l'année de ses 25 ans de service. Elle le regarde, caresse du bout des doigts son nom qui y est gravé: «J'ai pas eu ça souvent, des trophées, dans ma vie.» Puis, elle me

montre dans le stationnement sa voiture rouge, dont les côtés sont couverts de rouille: «Ça fait 41 ans que je travaille à temps plein comme une folle et je suis même pas capable de m'acheter une voiture qui a de l'allure quand j'en ai besoin.» On fixe tous les deux la voiture par la fenêtre. Il neige. Isabelle prend une gorgée de café et, le regard toujours tourné vers la fenêtre, me dit:

— Tu peux-tu marquer que j'aimais beaucoup ça faire l'inspection? Que j'aimais beaucoup ça faire ma *job*. Puis tu pourras marquer aussi que ce qui m'a fait de la peine, c'est de pas avoir eu de prime de départ. Moi, ce qu'ils m'ont donné comme prime après 27 ans, il a fallu que je... comment on dit ça, ils m'ont donné huit semaines de *compensation*, mais c'était même pas une prime parce qu'il a fallu que je le déclare et que je le dépense avant d'avoir droit au chômage. Moi, ce qui m'a bien déçue, c'est qu'après 27 ans, ils m'ont donné juste huit semaines. Alors qu'il y a bien des places où ils donnent des primes. C'est pour les hommes, les primes. J'ai jamais entendu dire qu'une femme avait eu des primes. As-tu déjà entendu ça, toi? Supposons que tu as une prime de 15 000 \$, ça aurait pas changé grand-chose, mais je me serais sentie plus sûre. J'aurais sûrement fait les mêmes choix... Mais ça aurait changé de quoi, une prime. Là, j'ai eu l'impression que j'ai donné 27 ans de ma vie puis qu'ils me tassent comme une guenille, qu'ils ont fait avec moi comme ils faisaient avec les retailles de tissu.

○ ○ ○

«Un accident déplorable.» Ce doit être ça, aussi, qui est arrivé à l'une d'entre elles. Aucune des femmes que j'ai rencontrées n'a oublié le jour où l'une des ex-couturières est montée à bord de sa voiture et s'est dirigée vers le pont immense, le même pont qu'Isabelle avait pris à seize ans pour venir chercher fortune en ville et que, enfant, je rêvais d'emprunter pour fuir Trois-Rivières. Elle s'est engagée sur le pont et, une fois arrivée au milieu,



Jean-Guy s'était toujours senti bien spécial.
© Catherine Ocelot

à ce point précis où l'on voit le fleuve à l'infini, à ce point même où on se trouve suspendu en l'air, plus haut que la ville, plus haut que le pont lui-même dirait-on, elle a donné un coup de volant et a jeté sa voiture sous une *van* qui arrivait en sens inverse. Il n'est resté de cette fille qu'une voiture pliée en deux, que les cauchemars d'un camionneur qui n'avait rien vu venir et les murmures des autres couturières: «Ça aurait pu être moi, raconte Isabelle au bord des larmes. Oui. Ça aurait pu.» «J'aime pas penser à ça, m'avoue Denise.» «Personne, dans le journal, n'a fait le lien, me dit Manon, mais nous on savait que la fermeture, elle l'avait pas pris.»

○ ○ ○

Lorsqu'elle a terminé son secondaire et qu'elle a commencé à travailler comme vendeuse, le salaire de Manon s'est réduit comme une peau de chagrin. Comme elle travaillait les soirs et les fins de semaine, elle ne voyait presque plus ses enfants. Manon s'ennuyait des horaires de l'usine, du temps où elle avait toutes ses soirées et ses fins de semaine: «Je n'ai pas vu passer l'adolescence de mes enfants. J'étais pas là comme avant.» Manon m'explique que ses journées de congé sont le lundi et le jeudi, qu'elle n'a pas eu deux jours collés depuis quinze ans. «C'est dur à notre âge, dit-elle, parce que tu as à peine le temps de récupérer que tu recommences le lendemain.» Quand je lui demande s'il y a une raison qui empêche les propriétaires du magasin de lui donner deux jours de congé collés, elle me dit que rien ne les empêcherait: «Ils veulent juste pas.»

○ ○ ○

Isabelle me confie à peu près la même chose: *chiffres* de soir et de fin de semaine, jamais deux jours de congé collés. À la suite de la fermeture, elle est retournée terminer son secondaire elle aussi, mais elle n'a pas trouvé d'emploi («à cause de mon âge», dit-elle). Elle a dû aller faire un DEP en techniques de vente pour pouvoir ensuite se placer comme vendeuse au

« Je ne sais pas comment les autres femmes font, celles qui sont seules. En ce qui me concerne, je serais pas capable d'arriver parce que mon salaire est ben trop bas. »

salaire minimum. La chaîne de boutiques qui l'a engagée à temps partiel lui a ensuite offert le poste d'assistante-gérante pour 25 sous de l'heure de plus qu'une simple vendeuse.

— Quand le salaire minimum a augmenté, bien le mien n'a pas augmenté, alors j'ai le même salaire que les autres, mais avec toutes les responsabilités. Je dois rester après pour la fermeture, régler les problèmes de caisse et quand l'alarme part la nuit, c'est moi qu'on réveille et qui dois aller voir à la boutique s'il y a encore des voleurs. Des fois, j'ai peur. Puis aussi, avec toutes les responsabilités, je suis moins sur le plancher et je vends moins, alors on me fait plus de pression pour mes chiffres. J'ai demandé une augmentation le mois dernier, et on me l'a refusée parce que je vendais pas assez.

Je lui demande pourquoi elle n'a pas démissionné de son poste d'assistante pour redevenir une simple vendeuse. «J'ai voulu le faire, mais ils m'ont dit que si je lâchais la *job* d'assistante, ils ne pouvaient pas me garantir un temps plein. Moi, j'ai ma maison à payer et ma voiture a besoin de réparations. C'est rendu dangereux de rouler avec, que le garagiste m'a dit.» Aller ailleurs? «Ouin. Je suis trop vieille pour ça, je pense.» Je ne sais pas quoi dire et je ne dis rien. Il y a un silence, puis Isabelle ajoute: «On était bien, pareil, à l'usine.»

○ ○ ○

Denise a fait beaucoup de petits emplois dans les commerces de détail depuis la fermeture de l'usine. Quand on lui faisait du chantage sur ses ventes ou qu'on refusait de lui donner le congé qu'elle avait demandé, elle

démissionnait. «Ce n'est pas toutes les filles qui peuvent se le permettre, concède-t-elle. Vu que j'ai mon mari, je suis plus indépendante peut-être.» Mais que lui arriverait-il si sa vie conjugale se détériorait, est-ce qu'elle aurait les moyens de quitter son mari? «Je ne pourrais pas, j'avoue. Je ne sais pas comment les autres femmes font, celles qui sont seules. En ce qui me concerne, je serais pas capable d'arriver parce que mon salaire est ben trop bas.»

Je demande à Denise si son employeur aurait les moyens de la payer davantage. Elle se penche vers moi et me chuchote: «Ben là, c'est quoi tu penses le chiffre d'affaires d'un grand magasin comme ça une journée comme aujourd'hui? » Je ne sais pas. «D'après toi?» Je dis 5000\$ ou 6000\$. Elle éclate de rire. «Hier, on a fait 60000\$. Ça, c'est le jeudi. Imagine la fin de semaine.» Denise savoure ma réaction. Elle en rajoute: «On était environ une douzaine d'employés, payés 10\$ de l'heure pour huit heures de travail chacun.» Je fais le calcul rapidement sur le napperon en papier. Ça fait 960\$ de salaire. «S'ils nous donnaient, je sais pas, ne serait-ce que deux piasses de l'heure de plus, tu penses vraiment que ça les ruinerait?» Non. Ça ne ferait que 192\$ de plus la journée. Je dis que c'est si minime qu'ils ne le verraient même pas passer. «Mais nous autres, en tout cas, on le verrait.»

○ ○ ○

Au téléphone, j'écoute Manon me parler de ses conditions de travail dans le magasin où elle travaille, et soudain je lui demande pour qui elle vote. Sa voix s'éloigne, redevient farouche, et elle me répond qu'elle ne vote pas. Quand je lui demande pourquoi, un silence

traîne au bout du fil, comme si je la prenais en défaut, puis elle m'explique que cela ne changerait rien pour elle :

— Personne ne va rien faire pour nous autres. Voyons donc ! Tu m'as dit tantôt qu'on était 250 000 à travailler au salaire minimum. Ça en fait du monde. Pis c'est quand, la dernière fois, dans une campagne électorale, où tu as entendu quelqu'un parler de nous autres ? Moi, j'ai jamais entendu personne parler des femmes au salaire minimum. Je te jure. Nous autres, on est invisibles.

○ ○ ○

Depuis le tout début, je veux une photographie de l'usine pour ce reportage, une photo jaunie que l'on aurait prise pour marquer la nouveauté du bâtiment et qui, aujourd'hui, ne témoignerait plus que de sa disparition. Il faudrait que l'on puisse voir les briques rouges de la manufacture ; les fenêtres aux carreaux teintés de vert, de bleu et de poussière ; les ouvrières placées en rang devant l'usine pour prendre la pose, le visage flou de celle qui a bougé avant la fin ; le lettrage de la Fruit of the Loom planté sur le toit du bâtiment comme une couronne afin qu'il soit bien visible depuis l'autoroute.

Je cherche l'usine. D'un site web à l'autre, je la cherche. Mais je ne trouve sur Google qu'une photo minuscule et brouillée, comme ravalée par l'air. Faute de mieux, me voilà donc au milieu des rayons de la bibliothèque Gatién-Lapointe. Dans la pile de cahiers de la Société de conservation et d'animation du patrimoine, je trouve un numéro complet consacré à des photographies, anciennes et récentes, du patrimoine industriel de la ville. Fébrile, je feuillette la revue, tourne frénétiquement les pages, mais je ne trouve rien au sujet des usines de textile.

On dirait que les pages du cahier défilent entre mes mains comme le bulletin de nouvelles du 5 mai 2001, mais cette fois, il n'y a pas un seul mot pour les couturières, pas « d'accident déplorable », pas de générique, pas de

reclassement. Il ne reste du patrimoine industriel de la ville que des papetières, des usines de métallurgie et des moulins à vent. Tout le reste, tout ce qui constitue le patrimoine des femmes, a été effacé. La Fruit of the Loom est quelque chose qui n'existe plus, qui n'a jamais existé.

○ ○ ○

Vers la fin de notre conversation, Manon me dit : « Écris pas mon nom dans ton affaire par exemple, puis celui du magasin non plus. » C'était aussi la condition émise par « Isabelle » et « Denise » pour que je puisse parler d'elles et c'est pourquoi les noms des femmes rencontrées dans le cadre de ce reportage ont été changés, de même que certains détails biographiques ont été brouillés. Quand je demande à Manon pourquoi elle ne veut pas que son nom paraisse, elle me dit qu'elle ne veut pas perdre son emploi ou qu'on lui coupe son temps plein. « Voyons donc ! Si jamais ça se savait que j'ai parlé en mal du magasin et que je perdais ma *job*, aucun autre magasin ne voudrait m'engager à Trois-Rivières. » Cette femme que j'ai baptisée Manon me rappellera le lendemain pour me faire jurer une deuxième fois de ne pas la nommer.

○ ○ ○

Lorsque sa pause dîner est terminée, je suis Denise jusqu'au magasin à grande surface où elle travaille. Alors qu'elle réintègre sa caisse, je fais semblant de flâner dans le magasin, mais en réalité je l'observe : droite, souriante, demandant aux client(e)s s'ils vont bien, alors que personne ne la regarde en retour. La scène se répète des dizaines de fois, puis l'une des clientes lui tend le chandail qui avait attiré mon attention alors que je déambulais dans le magasin. Je retourne le chercher dans le rayon et j'attends qu'il n'y ait plus personne aux caisses pour attirer l'attention de Denise sur l'étiquette. Elle me répond : « C'est un Fruit of the Loom, je sais. »

○ ○ ○

En cherchant autour de moi des femmes qui travaillent au salaire minimum dans les commerces pour écrire ce reportage, je me suis rendu compte qu'à l'exception d'une ou deux femmes de ma famille dont je m'étais aussi éloigné, je n'en connaissais plus du tout. Pourtant, autrefois, malgré la différence d'âge, nous étions proches. Je dirais même que nous étions amis. Mais, avec les années, sans même m'en rendre compte, j'ai simplement arrêté de nouer des liens d'amitié avec ces femmes, plus pauvres, souvent moins éduquées. C'est donc que, sans m'en apercevoir, je me suis coupé d'une certaine classe de la population, pourtant beaucoup plus nombreuse que celle, plus riche et plus scolarisée, où j'évoque maintenant. Et je trouve ce constat troublant d'un point de vue intellectuel, militant, féministe.

Il me semble que mes réflexions politiques ont toujours été orientées vers elles, ont toujours visé à les soutenir. Mais aujourd'hui, je me rends compte qu'en dehors de ces fois où je les vois à la caisse sans vraiment les regarder, je ne les connais plus, ces femmes que j'ai côtoyées toute mon enfance, ces femmes qui sont pourtant comme ma mère, mes tantes, mes anciennes voisines, ces femmes que j'ai aimées, que j'ai admirées et que, dans ma naïveté, je m'étais promis de « défendre ». Mais, en les oubliant, ne les ai-je pas trahies ? N'ai-je pas reproduit à mon tour ce que la société avait fait et que j'avais pourtant toujours dénoncé ? Car, c'est bien là, au fond, ce que la société attend d'elles : qu'elles s'effacent. Que l'on soit un homme ou une femme, c'est d'abord en nous que la société cherche à les effacer, qu'elle les rend invisibles, qu'elle les tue. (L)

♦ **Alex Noël** enseigne au cégep et consacre une thèse à la dépossession dans le roman moderne québécois. Il est également lauréat du Prix du jeune écrivain de langue française 2016.